



Centre d'études
économiques
et sociales du
Groupe ALPHA

Auteurs :

Evolution de l'emploi et marché du travail: la population active en 2015

Octobre 2006

1. De l'usage des prévisions	3
Actifs/inactifs : une catégorisation aux contours incertains.....	3
L'influence des hypothèses sur les évaluations	3
Une population active en croissance.....	4
2. Les grandes tendances : poids des départs en retraite et stabilité des emplois tertiaires ...	5
Les hypothèses de la DARES et du BIPE.....	5
L'importance des départs en retraite dans les postes disponibles	6
Des postes détruits surtout dans l'industrie	7
Des postes créés pour l'essentiel dans les services	8
Une France tertiaire et polarisée aux deux extrémités de l'échelle hiérarchique	9
3 Des enjeux de formation professionnelle pour pourvoir les postes disponibles	10
ANNEXE : les emplois par domaine professionnel	12

Dans la dernière période, deux instituts ont livré les résultats de leurs projections en matière d'emploi par famille professionnelle à l'horizon de 2015, en l'occurrence la DARES et le BIPE¹. La DARES, associée au Conseil d'analyse stratégique, a réalisé un exercice de prospective des métiers à l'horizon 2015 à partir de la nomenclature des familles professionnelles² (la DARES avait réalisé cet exercice une première fois en 2001 pour l'horizon 2010). Le ministère de l'éducation nationale, associé au BIPE, a mené ses propres travaux de prospective, lui aussi à partir de la nomenclature des familles professionnelles, afin d'évaluer les besoins de recrutement de jeunes sortants du système éducatif.

Dans la note qui suit, nous allons nous attacher à présenter ces projections de manière à répondre aux questions suivantes : sur quelles hypothèses sont bâties les projections d'emplois ? quels métiers ou secteurs sont prévus pour être en croissance à cet horizon de 10 ans ? avec le départ en retraite des baby boomers, le chômage des plus jeunes actifs va-t-il être réduit ?

Ce faisant, nous présenterons aussi le portrait de la population active occupée projetée pour 2015.

Avant de présenter les projections, nous reviendrons quelques instants sur les catégories statistiques utilisées. En effet, le développement de phases de transition (entre l'emploi et la retraite, entre l'inactivité et l'emploi) fait désormais apparaître une zone de flou sur la mesure de la population active, accrue par l'impact des hypothèses qu'il faut formuler pour obtenir des projections. Une fois admise cette part d'approximation dans les prévisions, quelles sont les grandes tendances dans l'évolution des métiers qu'elles nous permettent de repérer et d'interroger ?

D'une manière générale, la DARES et le BIPE soulignent tous deux l'importance des retraits définitifs de l'emploi dans les postes à pourvoir entre 2005 et 2015, ainsi qu'une stabilité de la part des emplois tertiaires dans l'emploi total. Par contre, la manière dont ces emplois seront pourvus (par des jeunes entrant sur le marché du travail, par des femmes en reprise d'activité ou par des chômeurs de longue durée) offre un point de discussion entre les deux instituts. Ce débat met en évidence certains des enjeux de l'emploi pour la prochaine période : professionnalisation des emplois de service ; insertion dans l'emploi des jeunes sans qualification ; politique de recrutement des entreprises (arbitrage entre promotions internes, jeunes diplômés et autres recrutements externes).

¹ Sources : Dares 2015 : O. Chardon, MA Estrade, F. Toutlemonde, « Les métiers en 2015, l'impact du départ des générations du baby boom », **Premières informations premières synthèses**, n°50.1, Dares, décembre 2005. 2 et BIPE 2015 : S Chirache, C. Sauvageot, A Ait-Kaci et A Waelbroeck-Rocha, « Prospective emploi-formation 2015 : une nouvelle approche », **Les dossiers n°175**, Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance, Ministère de l'éducation nationale, 2006

² La nomenclature des familles professionnelles est un rapprochement entre la logique des catégories socioprofessionnelle et la logique plus opérationnelle (utilisée par l'ANPE dans le répertoire opérationnel des métiers et des emplois – ROME) de contenu du travail. Elle est constituée de trois niveaux de regroupement : 224 familles professionnelles détaillées regroupées en 84 familles professionnelles et en 22 domaines.

1. De l'usage des prévisions

Actifs/inactifs : une catégorisation aux contours incertains

Statistiquement, la mesure de la population active (population en emploi et chômeurs) dépend des conventions utilisées pour définir les actifs et les inactifs. Selon les choix opérés, certaines catégories de personnes peuvent être classées actives ou inactives : étudiants salariés pour financer leurs études, chômeurs dispensés de recherche d'emploi, retraités reprenant un emploi. Ainsi, le fait que l'INSEE change la méthodologie de l'enquête Emploi (qui d'annuelle, est devenue continue) a permis de mieux repérer les emplois étudiants et les emplois saisonniers, soit 1 million d'actifs supplémentaires en moyenne résultant de ce seul changement méthodologique....

L'influence des hypothèses sur les évaluations

Quand on cherche à projeter à un horizon temporel donné l'évolution de la population active, on va retrouver cette zone de flou dans la mesure de la population active, renforcée par les hypothèses qu'il faut faire pour en évaluer les entrées et sorties.

Les départs à la retraite apparaissent à cet égard trop réducteurs pour évaluer les niveaux de sorties d'emplois. Ceci a conduit la DARES comme le BIPE à leur préférer plutôt la notion de retraits définitifs d'emploi, qui regroupent des hypothèses sur les départs en retraite et préretraite, le chômage avec dispense de recherche d'emploi ou l'inactivité pour raisons de santé. Quant aux entrées, elles prennent en compte les jeunes entrant sur le marché du travail (il faut donc faire des hypothèses sur le taux d'activité des jeunes), les personnes inactives qui reprennent une activité et les personnes issues de l'immigration entrant sur le marché du travail.

Pour illustrer l'impact des hypothèses sur l'évaluation du niveau de la population active, nous pouvons reprendre les dernières projections de population que l'INSEE a établies à partir des résultats du recensement de la population de 2004.

Les variantes établies par l'INSEE autour de son scénario central pour évaluer la population active à un horizon de 10 ans illustrent l'impact que peut avoir notamment une modification du niveau d'activité économique ou du taux d'activité des jeunes.

Projections de population active de l'INSEE pour 2015 selon les variantes

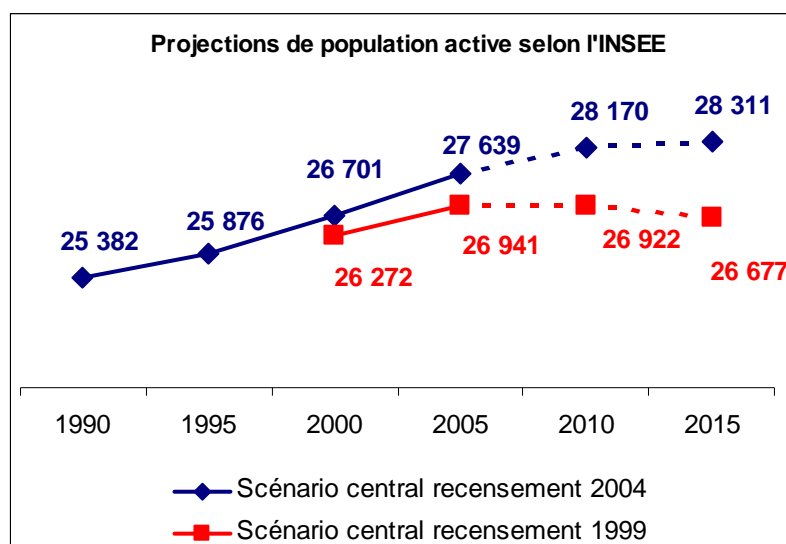
(rappel population active en 2005 : 27 639 milliers)

	Scénario central	Activité (liée à la situation conjoncturelle)	Solde migratoire hypothèse haute (150 000 entrées annuelles) ou basse (50 000)	Suite à des modifications volontaristes du contexte institutionnel		
				Activité féminine haute	Activité haute des seniors	Activité haute des jeunes
2015	28 311	+455 ou - 436	+223 ou - 223	+64	+52	+192

Source : E. Coudin, « Projections 2005-2050. Des actifs en nombre stable pour une population âgée toujours plus nombreuse », *Insee Première*, n°1092, juillet 2006

Une population active en croissance

Voici la courbe d'évolution de la population active de l'INSEE, calculée en 2006 d'après les résultats du recensement de 2004 et comparée aux prévisions que l'INSEE avait réalisées en 2003 (à partir du recensement de 1999).



Les prévisions de 2006 ont conduit à réviser la perspective de baisse de population active initialement anticipée, laquelle avait fait couler beaucoup d'encre sur les risques de pénurie de main d'œuvre qui menaçait l'économie française à brève échéance.

Notons que les travaux du BIPE et de la DARES sur les prévisions de population active occupée ne s'appuient pas sur ces nouvelles estimations de l'INSEE ; il est donc probable que les statistiques présentées ci après seront révisées à l'aulne des nouvelles données démographiques.

Ces remarques étant faites, les statistiques qui vont être présentées ici doivent être lues et interprétées comme des tendances, des lignes de force qui permettent de dégager les enjeux et les leviers d'action dans les évolutions de l'emploi.

2. Les grandes tendances : poids des départs en retraite et stabilité des emplois tertiaires

Les hypothèses de la DARES et du BIPE

Les hypothèses formulées par les deux instituts (sur le niveau de la croissance du PIB, du chômage et de la productivité par tête) pour établir leurs projections sont convergentes.

Hypothèses sur la croissance, le chômage et la productivité

Taux de croissance annuel du PIB	2%
Taux de croissance annuel de la productivité par tête	1.6%
Taux de chômage BIT en 2015	7.5%

Le taux de chômage retenu reste relativement élevé, seuil hypothétique que rien n'oblige à maintenir à ce niveau.

Les écarts entre le BIPE et la DARES dans leur estimation de la population active occupée (en d'autres termes des emplois) en 2015 renvoient à nos remarques préliminaires sur les zones de flou dans la mesure de la population active ainsi qu'aux hypothèses formulées (par exemple le BIPE a retenu un niveau d'immigration de 100 000 personnes par an, la DARES de 50 000). Ainsi, le nombre d'emplois en 2015 se situerait entre 25,2 millions (BIPE) et 25,5 millions (DARES).

Au delà de ces écarts numériques, les projections des deux instituts convergent sur les tendances repérées : importance des départs en retraite dans les postes à pourvoir sur la période 2005-2015 ; consolidation de la part des emplois tertiaires dans le total des emplois, avec des suppressions de postes dans l'industrie.

L'importance des départs en retraite dans les postes disponibles

Les postes qui seront rendus disponibles sur la période reposent essentiellement sur les départs en retraite, que ce soit pour la DARES ou pour le BIPE. Ainsi, les départs en retraite représentent 80% des postes à pourvoir sur la période pour la DARES, 84% pour le BIPE.

Décomposition des postes à pourvoir

(en milliers)

	DARES	BIPE
Sorties définitives de l'emploi (1) <i>Moyenne annuelle</i>	6 007 <i>601</i>	5 697 <i>570</i>
Création d'emplois (2) <i>Moyenne annuelle</i>	1 524 <i>152</i>	988 <i>99</i>
Total postes à pourvoir sur la période <i>Moyenne annuelle</i>	7 531 <i>753</i>	6 685 <i>669</i>

(1) Le modèle utilisé par la DARES évalue les retraits définitifs de l'emploi, quelle qu'en soit la destination : retraite, préretraite, chômage avec dispense de recherche d'emploi ou inactivité pour raisons de santé. Quant au BIPE, il distingue dans son modèle les départs à la retraite (estimés à 511 milliers par an sur la période 2002-2015) et les retraits pour autres motifs (59 000 par an sur la même période), regroupés aussi dans les sorties définitives d'activité.

(2) Création d'emplois : évolution du nombre des emplois en fonction de la croissance du PIB et des gains de productivité par secteur d'activité

Concernant les sorties définitives d'emploi, les effets de la réforme des retraites de 2003 ont été pris en compte et différenciés selon les catégories professionnelles : départs en retraite pour carrières longues, prolongation d'activité pour les cadres et techniciens.

Quant aux créations d'emplois liées au dynamisme de l'activité, elles oscillent entre 100 000 et 150 000 selon le scénario envisagé, soit moins de 1% de croissance annuelle. Par rapport à la décennie précédente, le dynamisme de création d'emplois se trouve ralenti (153 000 créations nettes d'emplois dans la période 1990-2002 selon le BIPE).

Les besoins de recrutement totaux oscillent donc entre 669 000 et 750 000 postes par an.

Au total, le nombre d'emplois en 2015 se situerait entre 25,2 millions (BIPE) et 25,5 millions (DARES).

Des postes détruits surtout dans l'industrie

Le sens des évolutions par domaine professionnel est le même pour les deux instituts, à quelques exceptions (cf annexe). Dans la mesure où DARES et BIPE ont la même vision prospective des métiers à l'horizon 2015, nous reprenons ici les statistiques de la DARES et signalerons les divergences entre DARES et BIPE si besoin est.

Selon ces projections réalisées sur les familles professionnelles, la plupart des familles professionnelles sont prévues en augmentation, à l'exception des agriculteurs, des ouvriers non qualifiés de la métallurgie, de la mécanique et de l'électronique, des salariés du textile et du cuir, des ouvriers non qualifiés des industries de process, des vendeurs ainsi que des secrétaires et des employés de banque et d'assurances.

Principales familles ou domaines professionnels concernés par des destructions de postes

Période 2005-2015

	Empl oi 2005 *	Destructio n de postes (1)	Départ en retraite (2)	Emploi 2015	Besoins de recrutement (1) +(2)	
Employés et techniciens banques et assurances	384	-9%	34%	350	98	26%
Fonction publique	1507	-7%	33%	1409	398	26%
Agriculture, pêche et sylviculture	569	-8%	31%	522	127	22%
Ouvriers qualifiés textile et cuir	99	-40%	51%	59	19	19%
Secrétaires	697	-14%	28%	596	93	13%
Vendeurs	744	-13%	20%	646	52	7%
Ouvriers non qualifiés (process, métallurgie, textile, cuir et bois, électricité et électronique)	674	-32%	62%	460	- 42	-6%

Source : O. Chardon, MA Estrade, F. Toutlemonde, « Les métiers en 2015, l'impact du départ des générations du baby boum », **Premières informations premières synthèses**, n°50.1, Dares, décembre 2005.

* Emplois 2015 – création de postes

Sauf pour les ouvriers non qualifiés, la destruction de postes dans ces métiers ne signifie cependant pas une baisse des postes à pourvoir puisque les départs en retraite compensent les destructions nettes de postes ; ces métiers continueront donc de recruter mais exclusivement du fait des sorties d'activité dont ils feront l'objet.

Des postes créés pour l'essentiel dans les services

Quelques professions sont prévues pour connaître une progression très importante en terme de créations d'emplois (ce qui marque aussi l'emprise de la représentation du présent dans la façon dont le futur est envisagé) : c'est le cas pour l'essentiel d'emplois dans les secteurs des services à la personne ou aux entreprises .

Principales familles professionnelles concernées par une croissance de postes

Période 2005-2015

En milliers	Emploi 2005 *	Créations de postes (1)	Départ en retraite (2)	Emploi 2015	Besoins de recrutement (1) +(2)	
Employés de maison	212	38%	38%	373	161	76%
Aides soignants	452	33%	24%	603	260	58%
Cadres administratifs et dirigeants d'entreprises	639	21%	27%	770	304	48%
Cadres commerciaux	412	24%	22%	509	189	46%
informaticiens	455	33%	13%	604	207	45%
Ouvriers qualifiés des industries de process	465	17%	29%	542	210	45%
Ouvriers qualifiés de la manutention	426	22%	23%	518	188	44%
Infirmiers, sages femmes	453	17%	27%	531	201	44%
Assistants maternels	745	32%	23%	985	312	42%
Employés administratifs	605	17%	20%	705	220	36%

* Emplois 2015 – création de postes

Une France tertiaire et polarisée aux deux extrémités de l'échelle hiérarchique

Les emplois sont maintenant majoritairement des emplois tertiaires au sens large (gestion et administration, fonction publique, services à la personne, santé et action sociale) et la situation devrait peu évoluer entre 2005 et 2015.

Structure des emplois par domaines professionnels regroupés

	2005	2015
Agriculture	4,2%	3,5%
BTP	6,7%	6,7%
Industrie	15,7%	14,4%
Transport et tourisme	7,8%	8,2%
Tertiaire	65,6%	67,2%
Total	100%	100%

Les créations d'emplois liées au dynamisme de l'activité se feront en effet essentiellement dans ce secteur tertiaire : 1,4 millions d'emplois créés dans ce secteur entre 2005 et 2015 pour un total de 1,5 millions.

On voit également émerger un phénomène de polarisation des emplois aux extrémités de l'échelle hiérarchique : d'un côté toujours plus de cadres (dans les métiers de l'informatique, de la communication, du conseil, chez les commerciaux...); de l'autre des emplois de services peu qualifiés et peu attractifs. C'est particulièrement vrai pour les emplois de proximité et de services à la personne qui sont appelés à se développer et pour lesquels le recours à une main d'œuvre féminine à temps partiel contraint avec des horaires décalés est fréquent.

Effectifs en %	1982	2000	2015
Agriculteurs, artisans, commerçants	10	5	4
Cadres	14	19	21
Professions intermédiaires	14	16	17
Employés qualifiés	20	20	19
Ouvriers qualifiés	21	20	20
Ouvriers non qualifiés	11	7	5
Employés non qualifiés	10	13	14
Ensemble	100	100	100

3 Des enjeux de formation professionnelle pour pourvoir les postes disponibles

Les besoins de recrutement des entreprises peuvent être pourvus par les jeunes sortants du système éducatif et se présentant sur le marché du travail, par des chômeurs et par des inactifs souhaitant reprendre une activité. Sur ce point, les projections de la DARES et du BIPE diffèrent, avec en conséquence des conclusions différentes concernant l'insertion professionnelle des jeunes, si on en juge par les deux citations suivantes.

Pour la DARES, « pour la première fois depuis les années 70, les personnes sortant de l'emploi en fin de vie active quitteront autant, voire plus de postes qu'il n'y aura d'emplois recherchés par les jeunes arrivant du système éducatif »³.

Pour le BIPE par contre, « A l'horizon 2015, malgré des évolutions démographiques favorables à l'emploi, le risque majeur demeure celui d'une persistance de l'insuffisance globale du nombre d'emplois offerts aux jeunes [...] »⁴. En effet, les calculs du BIPE estiment à 594 000 postes annuels disponibles pour des recrutements de jeunes (sur les 669 000 postes disponibles, 25 000 étant pourvus par des chômeurs et 50 000 par des femmes en reprise d'activité dans le scénario de référence). Or, le BIPE estime à 680 000 annuels le nombre de jeunes qui sortiront du système éducatif et se présenteront sur le marché du travail.... Ce sont surtout les jeunes non qualifiés qui continuent de la sorte à se trouver fragiliser dans leur insertion professionnelle.

Ces différences dans les conclusions des deux instituts traduisent les enjeux que posent les évolutions de l'emploi en matière de politique de recrutement et de formation, en particulier sur les deux pôles d'emploi évoqués (qualifiés et non qualifiés).

1. S'agissant des postes qualifiés, les arbitrages qu'effectueront les employeurs pour pourvoir ces emplois qualifiés, entre promotion interne et recrutement direct de jeunes qualifiés sortants du système éducatif, seront déterminants. La DARES comme le BIPE anticipant pour leur part des « difficultés d'ajustement qualitatifs liées à des pénuries de qualification », du fait notamment de la concurrence que se livreront les secteurs privé et public pour le recrutement de diplômés du supérieur, il faudrait encourager les entreprises à développer leur système de promotion interne.

³ O. Chardon, MA Estrade, F. Toutlemonde, « Les métiers en 2015, l'impact du départ des générations du baby boom », **Premières informations premières synthèses**, n°50.1, Dares, décembre 2005 (page 1)

⁴ S Chirache, C. Sauvageot, A Ait-Kaci et A Waelbroeck-Rocha, « Prospective emploi-formation 2015 : une nouvelle approche », **Les dossiers n°175**, Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance, Ministère de l'éducation nationale, 2006, page 8.

2. Concernant les emplois « non qualifiés », amenés à se développer dans les services à la personne notamment, des difficultés de recrutement pourraient aussi se manifester du fait du caractère peu attractif de ces emplois (temps partiel, contraintes horaires). Ces emplois sont souvent pourvus par des femmes en reprise d'activité ou faiblement qualifiée ; en conséquence, la croissance de ces emplois ne résoudra pas pour autant la difficulté d'insertion dans l'emploi des jeunes non qualifiés. L'enjeu sur ces postes relève de leur valorisation, en terme d'une part d'amélioration des conditions de travail et d'emploi, d'autre part de leur professionnalisation (reconnaissance de la qualification par la validation des acquis de l'expérience, développement de formations complémentaires qualifiantes).

Une partie des réponses dépend des conditions de la solvabilisation des emplois de service, entre prise en charge socialisée ou privée.

A la différence de la période précédente (1997-2002 notamment), le nombre des postes à pourvoir entre 2005 et 2015 va reposer pour l'essentiel sur l'importance des retraits d'activité. Il faut cependant souligner –et c'est un des intérêts du travail de prévision - que les facteurs démographiques (sortie de l'activité des générations du baby boom, remplacée par des générations aux effectifs plus réduits) ne résoudront pas « naturellement » le chômage de masse, en particulier celui des jeunes sans qualification. Le retour au plein emploi suppose, ainsi que nous l'avons souligné, une politique active en matière de gestion des qualifications des emplois et des personnes.

ANNEXE : les emplois par domaine professionnel

En milliers	2002	2015		Ecart par rapport à 2002	
		BIPE FAP 1993	Dares FAP 2003	BIPE FAP 1993	Dares
Agriculture, marine, pêche et sylviculture	1055	889	791	-16%	-25%
Bâtiments et travaux publics	1595	1702	1627	7%	2%
Electricité et électronique	279	230	247	-18%	-11%
Mécanique et travail des métaux	1276	1204	1150	-6%	-10%
Industrie de process	1113	1105	1025	-1%	-8%
Industries légères	468	376	337	-20%	-28%
Maintenance	619	593	628	-4%	1%
Ingénieurs et cadres de l'industrie	154	172	202	12%	31%
Tourisme et transport	1807	2092	1886	16%	4%
Gestion, administration	2685	2854	2643	6%	-2%
Informatique	448	604	592	35%	32%
Etudes et recherches	267	331	351	24%	31%
Fonction publique et professions juridiques	1603	1466	1661	-9%	4%
Banques et assurances	580	550	568	-5%	-2%
Commerce	2308	2506	2566	9%	11%
Hôtellerie, restauration et alimentation	979	1008	1071	3%	9%
Services aux particuliers	2983	3531	3578	18%	20%
Communication, information, spectacle	364	505	451	39%	24%
Santé et action sociale	1934	2343	2325	21%	20%
Enseignement, formation	1284	1360	1391	6%	8%

Le sens des évolutions par domaine professionnel est le même pour les deux instituts, à quelques exceptions.

Pour les emplois dans la maintenance, la fonction publique et professions juridiques, la DARES prévoit des pertes de postes, contrairement au BIPE. Quant aux fonctions de gestion et d'administration, la DARES prévoit des créations de poste là où le BIPE projette plutôt des diminutions.

Pour le reste, c'est sur l'ampleur des évolutions de certains domaines que les anticipations peuvent différer ; citons la baisse de l'emploi agricole, que le BIPE prévoit plus accentuée que la DARES, et la hausse des professions Information-communication-spectacle , pour lesquelles la DARES est plus optimiste que le BIPE.

Notons le cas particulier des secrétaires : c'est la seule profession pour laquelle la DARES a révisé le sens de ses projections entre 2001 et 2005. En effet, les postes de secrétaires étaient, dans les projections de 2001, prévues pour augmenter à l'horizon 2010, alors que c'est une destruction de postes qui les concerne maintenant.